

Villes en développement

ISTED

Sept. 1995 - N°29

Des villes traversent la guerre

“Et les villes en ruines, dévastées et démolies, on en a fait des forteresses habitées” (Ezéchiel XXXVI-35).

L'actualité immédiate pourrait, à elle seule justifier que Villes en développement s'intéresse au cas des villes telles que Beyrouth, Mogadiscio, Kaboul, Sarajevo ou Grozny dont le patrimoine bâti et le peuplement se transforment chaque jour sous nos yeux par l'effet de la guerre. Mais il me semble que ces villes, qui continuent à être façonnées par des affrontement armés de longue durée, témoignent d'une évolution beaucoup plus profonde, celle d'une dynamique urbaine construite sur la violence.

Ce retour sur le devant de la scène de capitales à la fois champs de ruines et cristallisation d'enjeux et de souverainetés multiples repose la question de la compétition entre Etats territoriaux et Cités-Etats. Nous vivons une époque au cours de laquelle semble advenir, dans les villes, un changement comparable à celui, décrit par F. Braudel, qui au cours de la Renaissance, a permis au Etats-Nations européens de se construire en monopolisant la violence armée pour mieux imposer les cités bourgeoises.

Ce nouveau renversement se manifeste aujourd'hui par le retrait des Etats de l'aménagement et de la gestion des villes au bénéfice des collectivités locales et du secteur privé. On assiste, entre autres, dans les pays développés comme dans ceux en développement, à une privatisation et à une fragmentation de l'espace urbain conduisant, de plus en plus souvent, à la mise en place de système de contrôle et de prélèvement de type maffieux, dont les villes en guerre ne sont que l'expression extrême. Depuis quelques années, plusieurs équipes françaises de recherche urbaine s'intéres-



Beyrouth : Fakahani à côté de la cité sportive, août 1982

sent à la réorganisation de l'espace urbain produite par la violence dans les villes en guerre. Dans ce numéro de Villes en développement, quatre chercheurs ont acceptés de faire le point sur leurs travaux: Roland Marchal à propos de Mogadiscio, Nabil Beyhum à propos de Beyrouth, Fariba Abdelkhah à propos de Khorramshahr et Christine Messiant à propos de Luanda. Par ailleurs, il y a quelques mois, l'association

Patrimoine sans frontières et la revue Urbanisme organisaient un colloque sur la question des "patrimoines en guerre". Suite à ce colloque, Claire Lagrange, déléguée générale de Patrimoine sans frontières, témoigne ici des enjeux du patrimoine à Dubrovnik et dans son arrière-pays.

Jean-Louis Venard

Sommaire :

Recomposition urbaine et guerre civile : le cas de Mogadiscio, Roland Marchal, Khorramshahr dans la dialectique nationale, Fariba Adelkhah,
 Patrimoine en guerre : Dubrovnik et ses villages, Claire Lagrange,
 La guerre et l'espace à Beyrouth, Nabil Beyhum
 Une capitale dans la guerre : ordre politique et violences à Luanda, Christine Messiant

Recomposition urbaine et guerre civile : le cas de Mogadiscio

Lorsque le soulèvement de Mogadiscio contre Mohamed Siyad Barre débute le 30 décembre 1990, le dictateur porte deux surnoms : Afweyne ("grande gueule") pour désigner sa propension à mettre en coupe réglée son pays et "Maire de Mogadiscio" pour indiquer sa faible capacité de contrôle des zones rurales et la légitimité politique centrée sur la seule capitale. La guerre ne s'arrête pas avec son départ en janvier 1991 ; des incidents intermittents éclatent en mars, en juin et en septembre. Les combats reprennent avec une grande intensité entre le 17 novembre 1991 et le 3 mars 1992. A partir de cette date, les troubles demeurent circonscrits à certains endroits de Mogadiscio : kilomètre 4, Bermuda, Médina et, durant la chasse au général Aydiid par les casques bleus entre juin et octobre 1993, Casa Populare. Plusieurs faits saillants doivent être mentionnés dans une première approche.

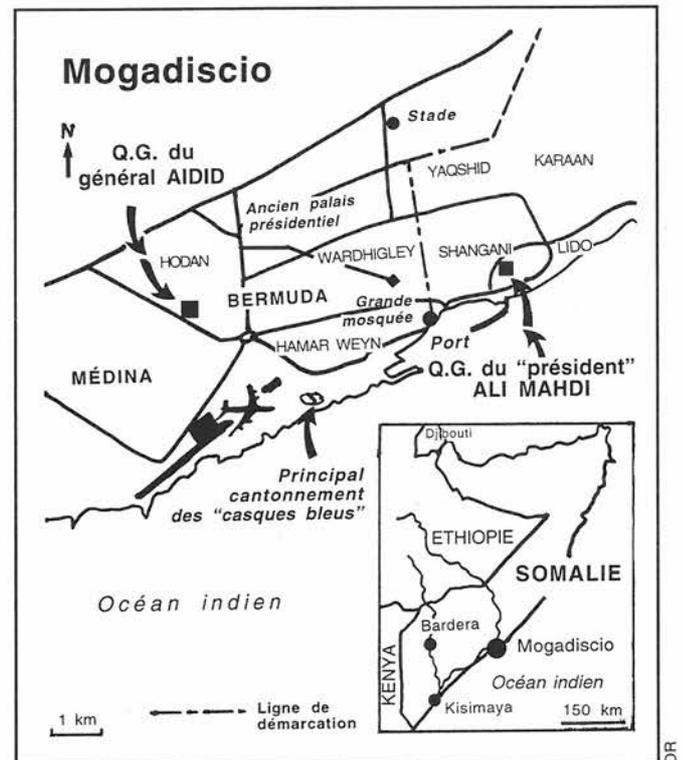
La guerre est d'abord une migration vers la ville, quitte à ce que celle-ci se poursuive ensuite vers des zones fertiles du sud de la Somalie. Un premier flux de migrants arrive dans la seconde moitié des années 1980 et atteste de l'insécurité croissante dans les campagnes ; il est suivi d'un second mouvement de population lorsque la famine décime le centre-sud de la Somalie. Cette migration donne lieu à une urbanisation spontanée où l'identité clanique joue un rôle discriminant, contrairement à l'ancienne structure urbaine de la capitale. Cette clanisation de l'espace s'intensifie dans la guerre de 1991-1992. Mais, il faut souligner les solidarités qui essaient de freiner cette polarisation au nom d'une identité urbaine commune. Si cela n'est pas marginal, la violence et l'impossibilité de garantir la protection de ses voisins obligent à une fuite dans d'autres quartiers de la ville. Pourtant la participation clanique de la capitale n'est pas totale, malgré la coupure de la ville en deux. Si Mogadiscio-Nord accueille plusieurs clans, ceux-ci sont alliés dans la lutte factionnelle ; lorsque des divisions politiques se font jour en 1994, elles conduisent à de nouveaux affrontements et des départs vers le sud de la capitale. Dans cette partie de la ville, la situation est plus contradictoire : l'hétérogénéité clanique est importante et ne correspond guère au contrôle politique ou militaire, d'où sans doute une insécurité plus grande. Il faudrait étudier davantage ce processus inégal d'intégration urbaine, que revendiquent les nouveaux venus depuis 1991.

Les combattants, arrivés durant les diverses phases de la guerre civile, ne sont pas les derniers à aspirer cette nouvelle urbanité. Au début de la guerre civile, ils apparaissent très divisés et se comportent en nomades dans un univers étrange où l'eau, la nourriture et les biens de consommation basiques sont accessibles pour peu qu'ils fassent usage de la force. Peu à peu les comportements

s'homogénéisent entre combattants des différents clans et l'opposition violente laisse place à des collaborations temporaires. En 1994, ces guerriers, souvent recyclés dans les milices des factions ou dans celles des marchands, se reconnaissent et partagent un même ethos, qui transcende, pour une part, l'identité clanique. Ils dénie leurs responsabilités dans la destruction et le pillage de la capitale et rappellent que ce sont les commerçants ou les hommes politiques, tous citoyens de longue date, qui les ont incités à de telles actions. La guerre et le commerce vont de pair. On a souvent mis l'accent sur le

rôle joué par l'aide humanitaire et l'argent dépensé par les Nations-unies et les organisations humanitaires dans l'économie de la guerre. Ces remarques sont justifiées et on peut espérer, alors que la guerre peut reprendre en Somalie, que certaines ONG éviteront de répéter les scandales de l'années 1991 et 1992 simplement pour leur promotion dans les médias. Il faut également souligner d'autres aspects aussi pertinents de la vie économique, qui émergent de cette recomposition urbaine. L'internationalisation de l'économie s'est poursuivie malgré l'insécurité : les marchés du centre historique se sont déplacés vers des zones plus sûres et celui de Bakara est aujourd'hui achalandé par des produits provenant d'Abou Dhabi à Mombasa en passant par Sana'a, Djibouti, l'Inde et le Pakistan.

De nombreux enjeux doivent être encore éclairés, outre ceux esquissés dans ce texte.



Mogadiscio : Les forces sur le terrain en 1994

Cette recomposition urbaine est-elle transitoire ou peut-elle durer ? Dans un tel cas, quel ordre politique peut se cristalliser ? Cette relative ségrégation de l'espace n'est-elle pas contradictoire avec d'autres dynamiques : la logique de marché qui n'est plus bridée par un appareil d'Etat, de nouveaux acteurs sociaux militarisés ou non ? L'Islam pourrait fournir, comme on le voit à l'heure actuelle, une alternative à l'organisation urbaine actuelle, certains groupes traditionalistes ou islamistes essaient de faire valoir ce point de vue. Quelles forces sociales pourraient porter cette option ou de façon neutre la reconstruction d'un système politique moins segmenté ? ■

Roland Marchal,
chargé de recherche CNRS

Une capitale dans la guerre : ordre politique et violences à Luanda

Luanda est depuis plus de 30 ans la capitale d'un pays presque sans interruption en guerre mais restée elle presque toujours à l'abri des affrontements armés. Lieu, symbole et enjeu du pouvoir dans un pays où sa conquête est, ainsi, restée «militairement active» jusqu'à la fin de 1994, elle constitue à la fois une exception et un emblème de la situation de l'Angola, son cancer peut-être. Alors que l'indépendance convulsive de 1975 s'accompagnait d'un exode massif des Portugais, la «ville en dur» fut investie sous l'autorité d'un nouveau pouvoir qui venait de vaincre par les armes deux autres organisations nationalistes. La mise en place par le MPLA d'un régime dit «marxiste-léniniste» et où des aspects très importants de la vie matérielle et sociale de la population dépendaient de sa situation par rapport au pouvoir, a renforcé encore le poids du politique sur la composition de l'espace urbain et sa hiérarchisation.

La permanence de la guerre, l'histoire des affrontements politiques, et la réalité du système politico-économique ont ensuite été déterminants dans la formation de la société urbaine de Luanda. La guerre ne cessant de s'étendre dans les campagnes, la capitale va absorber des populations de plus en plus nombreuses venues de tout le pays (lui donnant une grande spécificité par rapport aux autres villes du pays) ; alors que l'Angola va de plus en plus dépendre des importations (payées par le pétrole) pour se nourrir, Luanda, principal port d'arrivée de celles-ci, va devenir non le grand poumon du pays (elle ne l'irrigue guère) mais le centre de son activité ; et le régime lui-même va se transformer en une nomenklatura de plus en plus attachée en priorité à mener la guerre et se consolider dans ses positions et privilèges.

Les tentatives d'une politique sociale des premières années sont vite abandonnées au profit d'une privatisation de fait des "services publics" (eau, électricité, transport, etc.) ; les seules nouvelles constructions, jusqu'à ce que les étrangers en "affaires" à Luanda aient besoin de loger leurs employés, auront été celles faites par les Cubains. Les réfugiés qui affluent s'installent dans les *musseques* -les bidonvilles- de plus en plus éloignés du centre. Le "parc" de Luanda reste en majorité dépendant du pouvoir politique tandis qu'avant même d'être légalisée l'appropriation immobilière privée se développe. Cette réalité immobilière est un reflet parmi d'autres de la dollarisation et de l'hypertrophie de l'économie "informelle" qui, s'étant développée à l'ombre de l'appareil d'Etat et greffée sur une économie officielle faillie et fictive, est l'économie politique réelle de l'Angola en guerre : marquée par la montée des illégalismes, elle est pratiquée d'abord par les tenants du socialisme-détenteurs du pouvoir (dont le luxe est de plus en plus ostentatoire), auxquels se joignent les trafiquants "indépendants". La libéralisation initiée à

la fin des années 1980, sauvage mais aussi très contrôlée au profit de la nomenklatura et de ses alliés, aboutit à une systématisation et une légalisation de cette appropriation privée en même temps qu'à un nouveau recul des conditions de vie de la masse des citoyens.

L'économie politique de guerre est ainsi marquée par le système clientélaire développé par la nomenklatura du régime et/ou les grands trafiquants, dont les redistributions ont joué, avec les détournements, un rôle vital dans la survie d'une grande partie de la population urbaine. Elle fait que ce système d'extrême inégalité, marqué par l'arbitraire, la confusion du bien public et privé, l'illégalisme, soit en même temps un système efficace de contrôle social, et explique la violence particulière des rapports sociaux dans la ville, considérablement amplifiée par l'afflux dans la capitale des milliers de déserteurs et réfractaires "produits" par la guerre, dont les armes sont devenues l'outil de subsistance, tandis que les "forces de l'ordre intérieur" s'engageaient de plus en plus dans la délinquance grâce à l'impunité permise par les "négoce" de la nomenklatura et la situation de guerre.

L'ordre urbain qui s'est créé à Luanda a secrété, en même temps qu'une criminalisation des rapports sociaux, un mode de vie et une culture propres. Il permet de comprendre l'évolution des identités des groupes et la configuration et la forme d'expression de leurs alliances et de leurs conflits. Il permet notamment de comprendre les choix de la population lors des élections, quand l'affrontement électoral s'est réduit à un affrontement bipolaire entre MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) : vu le militarisme ostensible et si peu "urbain" de ses hommes à Luanda et alors que son accès au pouvoir ne pouvait que remettre en cause réseaux d'accumulation et de survie, le rejet d'une UNITA perçue comme guer-

rière et répressive, a scellé l'unité du pouvoir et de la majorité de la population, qui a fait bloc contre "l'intrus", tandis que des minorités se sentant à divers niveaux marginalisées politiquement, économiquement, ou culturellement, exprimaient par leur vote pour l'UNITA leur rejet du pouvoir.

La difficulté de l'intégration de l'UNITA à Luanda, qui avait été "capitalisée" par le gouvernement du MPLA dans le vote, l'a été encore après les élections quand, pour porter un coup d'arrêt à la mise en place de son armée dans le pays par l'UNITA refusant sa défaite, et en alléguant que l'organisation de Savimbi préparait un coup d'Etat, il a mené une sanglante opération de "nettoyage" (2000 morts au moins probablement). Celle-ci a elle-même reflété la dégradation sociale atteinte, présentant des caractéristiques nouvelles dans l'affrontement politico-militaire : le fer de lance en a été la police, organisant milices, commandos et groupes de civils armés; outre l'attaque des militaires de l'UNITA, elle a donné lieu à des massacres de civils membres ou sympathisants de l'UNITA, massacres donc politiques mais débordant eux-mêmes, surtout dans les *musseques*, en assassinats "ethniques" (contre les groupes ayant significativement voté pour l'UNITA, Ovimbundu et Bakongo).

Après cette terrible libération de violence par et contre des Luandais, Luanda va redevenir une oasis de «paix», mais le tournant vers la guerre est de fait pris. Cette troisième guerre est la plus courte (deux ans "seulement", d'octobre 1992 à novembre 1994), mais elle est d'une violence inégalée et c'est indéniablement la pire que l'Angola ait connue. Alors qu'elles avaient été des refuges pour les populations rurales, les villes de l'intérieur sont devenues des enjeux centraux de la guerre. Luanda va donc accueillir de nouvelles masses de réfugiés, dans des conditions de misère inédites. Tandis qu'eux sont à la merci, pour leur survie, de l'aide humanitaire, cette "der des

der" va donner lieu à un déploiement inédit lui aussi de corruption, de prédation et d'accaparement ou de détournement des biens de l'Etat.

Luanda est ainsi revenue à ce qui était sa position et sa vie "normale" de capitale protégée d'un pays en pleine guerre. Mais les "combats-massacres" de la Toussaint y ont irrémédiablement changé l'ensemble des rapports politiques et sociaux, comme en témoigne un autre événement "inédit" dans le conflit angolais : la dite "chasse aux Zaïrois" (200 morts ?) menée par des civils armés dont des policiers fin janvier 1993 - en fait l'attaque et l'assassinat de personnes (femmes comprises) pour certaines zaïroises, pour d'autres cependant angolaises d'ethnie bakongo, et le pillage de leurs biens, attaque menée simultanément dans divers quartiers et marchés de Luanda, "motivée" par l'annonce à la radio d'une infiltration de commandos zaïrois venus assassiner le Président angolais.

Ce massacre, comme près d'un an plus tard le pillage, peu spontané lui aussi, des entrepôts de Libanais, comme le développement exponentiel de la criminalité, renvoient à des contradictions sociales accumulées et témoignent des formes d'identification et de mobilisation auxquelles l'échec de la "transition démocratique" a donné lieu.

Née dans le sang à Luanda, cette guerre y a porté à l'extrême certaines de ses caractéristiques les plus "aberrantes", de ses modes de vie les plus incompatibles avec, au-delà de la pacification militaire, une économie et une vie sociale pacifiées. Les premiers détournements sur des boucs émissaires du mécontentement urbain pèsent à leur tour sur la formation aujourd'hui des identités de groupes et sur les possibilités de pacification et de "civilisation" des rapports sociaux à Luanda. Alors que la guerre ne pourra plus justifier l'impunité des trafics et des crimes, qu'il faudra faire dans la capitale, après les accords de paix, une place à une UNITA qui en a été expulsée dans une violence extrême, alors que par ailleurs la nomenclatura a su opérer sa reconversion économique pour se mettre à l'abri des mesures d'ajustement structurel qui vont se resserrer sur la population, la paix va encore exacerber et mettre à nu les inégalités produites par la guerre plus que les modifier, stimulant aussi la concurrence et les oppositions entre les divers réseaux d'intérêts économiques. Luanda risque, à défaut d'une moralisation profonde de l'Etat, de devenir le lieu d'une décomposition et d'une criminalisation aggravées des rapports sociaux et politiques. ■

Christine Messiant

Khorramshahr dans la dialectique nationale

Lorsque le conflit Iran-Irak éclate en septembre 1980, il fait peu de doute pour les habitants de Khorramshahr qu'il est un ultime développement de celui qui avait éclaté à la fin du printemps, entre arabes et non-arabes, ou entre population autochtone et migrants, division sociale qui recoupe très bien ce clivage ethnique. Ce "mercredi noir" avait laissé de telles traces que certains hésitaient à sortir de chez eux, que beaucoup avaient quitté la ville. Pourtant cette confrontation entre arabes et non arabes (et persanophones) n'a que peu à voir avec les prétentions de Saddam Hussein. Pour comprendre les dimensions de ce problème et ne pas le réduire à son versant communautaire il faut retourner à l'histoire.

Khorramshahr est l'un des treize districts du Khouzistan, région située à la frontière de l'Irak. Elle est à 135 km d'Ahvâz, le centre administratif de la province, et 15 km seulement d'Abâdan avec laquelle elle a entretenu longtemps des relations de complémentarité puisqu'elle hébergeait l'administration de l'industrie pétrolière et faisait office de port commercial, pouvant offrir un lieu de villégiature par rapport à sa voisine dévorée par la pollution et le pétrole. La population autochtone était composée de tribus arabes sédentarisées et occupées pour l'essentiel à la culture des dattes. Son expansion débute à la fin de la seconde guerre mondiale et se traduit par l'arrivée de migrants qui font de la ville un véritable microcosme de l'Iran et du Golfe : la population s'accroît très vite et avant la guerre de 1980, Khorramshahr est le premier port de la région, sans cependant être en eaux profondes et accueillir des tankers. Les nouveaux venus construisent des habitations, mettent en place l'administration étatique et dirigent tout, ne laissant aux autochtones vivant déjà à la périphérie de la ville nouvelle, que la possibilité d'une intégration marginale, surtout dans les emplois sur le port. Les grands commerçants qui ont pignon sur rue participent à des réseaux transnationaux grâce à leurs liens familiaux ou ethniques. La prospérité certes, mais dont sont exclus presque tous les locaux. La guerre est évidemment terrible : Khorramshahr est appelée depuis Khuninshahr, la ville ensanglantée. Les nouveaux venus fuient, la population du cru se divise mais conserve pour l'essentiel sa fidélité à l'Iran. Le cessez-le-feu de juillet 1988 ouvre une période de ni guerre ni paix qui dure jusqu'à présent. Pourtant la situation urbaine s'est elle déjà radicalement transformée.

Le changement le plus notable est sans doute l'occupation par la communauté arabe

d'une bonne partie des habitations, souvent en piteux état, de la ville qui traduit, comme son activisme au niveau du port, sa volonté de ne plus jouer un rôle de second plan dans l'économie locale. Les commerçants ne sont pas revenus mais, installés aujourd'hui dans des grandes villes iraniennes, ils voyagent à Khorramshahr pour leurs affaires qui furent si florissantes. Le pouvoir a adopté une attitude assez contradictoire. D'une part, il laisse faire et paraît bien plus qu'avant vouloir s'appuyer sur les loyautés locales que sur des communautés émigrées de l'intérieur du pays : est-ce un aveu d'impuissance ou le fruit de la loyauté des populations locales ? De l'autre, la ville (qui est proche d'une ligne de front potentielle) reste contrôlée par l'armée et les gardiens de la Révolution, sans véritable administration plus de 7 ans après la fin du conflit. Pourtant, bien des ambiguïtés demeurent. D'abord, Abâdan ne sera plus le grand port qu'il fut : le déclin, commencé sous le Shah à cause des prétentions irakiennes, est confirmé et son impact est réel sur Khorramshahr, le président Rafsandjani n'a pas accordé le statut de zone franche qui eût pu aider à un redécoupage économique de la cité. Dans le même temps, toutes les infrastructures sont réorientées vers Ahvâz, indiquant que l'intérêt du pouvoir central n'a pas faibli pas plus que sa volonté de conserver une forte emprise. L'Etat, de plus, a suscité une nouvelle couche sociale composée d'entrepreneurs, d'architectes et de cadres administratifs privés, qui vit fort bien du financement de projets de reconstruction (dont la réalité est douteuse) : ces experts et employés à l'instar des anciens migrants, font acte de présence pendant quelques mois et s'enrichissent des multiples primes de résidence et de risque que leur octroie le régime. Mais, la ville reste en l'état. Ainsi, derrière la reconstruction se profilent de nouveaux enjeux. Quelle recomposition

sociale dans une reconstruction problématique de la cité ? Quelles relations se tissent aujourd'hui entre les anciennes communautés marginalisées et un pouvoir central, qui a pris certainement conscience des incidences régionales du développement de la cité ? Quels réseaux commerciaux vont intégrer ces autochtones arabes qui se sont lancés dans le commerce régional sans toujours bénéficier des mêmes appuis que les grands commerçants persanophones traditionnels ? ■

Fariba Adelhah,
chargé de recherche à la FNSP,
Centre d'études
et de recherches internationales



Village croate : Slano, avril 1994

Claire Lagrange

Patrimoine en guerre : Dubrovnik et ses villages

Il y a quelques mois, l'association Patrimoine sans frontières¹ et la revue Urbanisme² organisaient un colloque sur la question des "patrimoines en guerres". Les villes de Beyrouth, Hérât, Sarajevo et Dubrovnik servirent de point d'appui à la réflexion des urbanistes, architectes, historiens, sociologues, ethnologues et journalistes présents. Voici quelques éléments susceptibles d'éclairer les enjeux du patrimoine dans le contexte de la guerre en ex-Yougoslavie.

En 1991 et 1992, Dubrovnik et son arrière-pays ont subi les attaques répétées de l'armée serbe. La volonté de destruction de Dubrovnik avait d'autant plus frappé les esprits que l'antique Raguse avait été consacrée Patrimoine de l'Humanité depuis 1979, et que l'on sentait que l'agression serbe était moins un geste militaire qu'un acte de barbarie pure, dirigé contre l'identité historique et culturelle de la ville, contre la civilisation qu'elle avait engendré et la beauté de ses pierres. Une reconstruction rapide semblait être l'unique réponse de la civilisation à la barbarie, riposte et défi lancé à l'agresseur ; elle se mit en place rapidement, et fut largement soutenue par la communauté internationale, qui y dépêcha assistance technique et financement.

A quelques kilomètres au sud de Dubrovnik, les 35 villages de Dubrovacko Primorje sont tout aussi dignes de soins et d'attention que la vieille cité. L'acharnement des soldats serbes à les détruire constitue la preuve absurde qu'eux aussi font partie intégrante de cette identité que les serbes ont cherchés à abattre, au même titre que le Médaillon de Saint-Blaise ou que le Palais des Festivals.

En 1994, alertés par l'ONG Des Mains sans frontière³, Patrimoine sans frontières décida d'apporter son aide à la recons-

truction de ces villages, d'abord pour leur qualité architecturale. Ensuite, parce que situés si près de la vieille cité, ils risquent d'être les laissés pour compte de la reconstruction en matière d'assistance technique et de financement. Egalement parce qu'il apparaît que les savoir-faire ont été perdus, et que l'urgence de la situation conduit à utiliser des techniques et des matériaux non adéquats aux constructions traditionnelles ; il est encore possible d'éviter à ce patrimoine les dommages paradoxalement irréparables d'une reconstruction menée au déni des règles de l'art et de la typologie architecturale.

Une autre raison, plus profonde, est que la force de la fière Raguse repose sur ces villages, en temps de guerre, comme en temps de paix. Cette région, à l'économie essentiellement basée sur le tourisme depuis plus de 30 ans, ne survit en temps de guerre que par sa capacité à produire ses propres ressources agricoles. Quand la paix reviendra, l'économie touristique ne pourra s'y développer à nouveau que sur les bases du patrimoine et de la mémoire. Quel voyageur aurait envie de s'attarder dans un pays amnésique et défiguré ?

Enfin, si la vocation de Patrimoine sans frontières est de sauver des patrimoines, elle est également et surtout de travailler

pour la paix. La guerre en ex-Yougoslavie a souvent été en partie expliquée comme une agression contre les villes par la société rurale et néo-urbaine, qui ne trouvait d'autre moyen pour exprimer son sentiment d'exclusion que de détruire ce à quoi elle n'a pas accès : les fruits du capitalisme naissant, mais aussi la richesse culturelle née d'échanges cosmopolites.

C'est ainsi qu'il est vital d'aider les campagnes en guerre à mener une reconstruction de qualité, et d'apporter aux habitants des villages les savoir-faire et les échanges qui ne manqueront pas de s'établir sur la base de leur transmission. Au-delà peut naître la conscience que le patrimoine culturel, en plus d'être une source de richesse économique, est également le gage d'un bien-être porteur de paix. ■

Claire Lagrange,
délégué général
de Patrimoine sans frontières

1. Patrimoine sans frontières : 13, bd de Rochechouart, 75009 Paris, France, tél. (33)1. 42.80.61.67
2. Revue Urbanisme : 8, rue Lecuire, 75014 Paris, France, tél. (33)1.45.45.45.00

Voir Urbanisme n° 281, mars-avril 1995. Voir également l'article de Frédéric Edelmann, « Comment réconcilier les villes martyres et leur histoire » dans le monde du 11 février 1995.

3. Des Mains sans frontière, tél. et fax (33)1.30.52.40.73. Entre 5 et 10 jeunes ouvriers très qualifiés font leur service national à Dubrovacko Primorje depuis janvier 1994

La guerre et l'espace à Beyrouth

Une guerre aussi longue que celle de Beyrouth, dix sept ans, aurait dû produire des destructions physiques en profondeur : bataille de quartiers, de ruelles et de pâtés d'immeubles sont venus recouvrir pénétrations de chars, bombardements d'artillerie lourde et d'aviation.

Où à part la fameuse lèpre des murs arrosés à la mitrailleuse qui peut venir surgir n'importe où dans la ville, à part quelques impacts épars d'antichars creusant des trous de dix centimètres de diamètre au maximum dans les murs, les destructions se concentrent essentiellement sur la ligne de démarcation qui ne bougea pas pendant les longues années de la guerre et dans le centre-ville qui en est le point de départ. Elles tracent une géographie qui est une symbolique de la guerre civile ou militaire, de défense ou de conquête, qui a secoué Beyrouth.

Cette guerre a eu spatialement deux sens :

1) La destruction du centre-ville, lieu d'une coexistence passée des communautés et des classes, porte des quartiers et de la ville, siège de l'urbanité, de la citadinité et du commerce, a un aspect hallucinant. N'importe quel passant pouvait y sentir le sens de la guerre : refus des espaces publics, refus de la centralité des espaces publics, refus de la centralité elle-même.

2) La croissance des banlieues et diverses périphéries de façon à ce que les surfaces construites dans les nouveaux quartiers éloignés du centre soient dès 1982 équivalentes à celles détruites dans le centre et sur la ligne de démarcation, et les dépassent largement depuis. La ville s'est ainsi repliée sur ses périphéries éclatées, segmentées, dispersées au prétexte que celles-ci sont les plus sûres parce que mono-communautaires, mieux équipées parce que plus modernes.

Cette ville décentrée n'a cependant pas pu se perpétuer. La ségrégation qui en est son maître mot a semblé un moment traduire une volonté sociale irrépressible mais elle s'est révélée très vite porteuse de contradiction ingérables. La multiplication des circuits de distribution ou des réseaux de service a fini par aboutir à un appauvrissement qualitatif : l'électricité n'était plus fournie que quelques heures par jour, le téléphone était inutilisable, Beyrouth était littéralement devenue une poubelle-ville puisque les services de la municipalité éclatés n'étaient plus capables de réagir. La ville devenait aussi la poubelle du monde dans un sens métaphorique puisque elle était isolée par un cordon sanitaire qui faisait que les avions libanais étaient fouillés méticuleusement partout où ils arrivaient

alors que les lignes internationales refusaient désormais de passer par l'aéroport de la ville. Par ailleurs, les prix accusaient une hausse vertigineuse, la monnaie se dépréciait, le parc automobile vieillissait, les services de santé perdaient toute qualité pour les soins quotidiens ou de longue durée parce qu'ils étaient pris par l'urgence ; les écoles et les universités devenaient trop souvent des champs de recrutement de miliciens pour avoir un fonctionnement performant, sans parler de la difficulté d'avoir accès à l'universel dans un cadre communautaire étroit ; la presse - longtemps un symbole de la ville - réduisait ses titres et la qualité de ses publications. Seuls le développement de quelques mouvements pacifistes et l'étonnant foisonnement des médias audiovisuels permettaient de tempérer ce tableau. Mais surtout, la violence ne s'arrêtait pas et semblait devoir continuer la fragmentation à des niveaux bien plus réduits que les deux territoires créés laborieusement par les premières années de la guerre.

La purification communautaire de l'espace a eu comme sens premier l'affirmation d'un principe de territorialité absolue renforçant un niveau de l'identité et excluant tous les autres, le renfermement sur des ghettos semblait être la seule issue possible aux contradictions du temps de paix. Ainsi, la haine et l'appel au meurtre de l'autre visaient l'exclusion et la ségrégation : le voisinage n'était plus considéré ou voulu comme proximité ou distance relative, sociale, mais rejet absolu, violent. La logique politico-économique de cet éclatement est la domination des deux parties de la ville par ceux qui les défendent et les constituent ainsi et la marginalisation de ceux qui ne veulent pas se battre puis leur asservissement par leurs "défenseurs". Ce faisant, ceux-ci créent des dizaines de micro-territoires fascisants dirigés par des mi-truands, mi-héros, qui profitent des dérives racistes d'une partie de la population mais finissent par indisposer leurs "sujets", partisans de la même ligne politique ou co-religieuse, autant sinon plus que leurs ennemis à force d'extorsions, de violences quotidiennes et d'humiliations. La guerre signifie une reformulation de la culture urbaine - la tolérance disparaît au profit de la séparation obsessionnelle -, une transformation des

rapports de production de richesse - le commerce cède la place à l'extorsion et au parasitage de circuits illégaux -, une recréation de nouvelles élites qui aboutit à terme à un laminage et une disparition des classes moyennes au profit de ceux qu'il faudra appeler indifféremment "riches de guerre" ou "seigneurs de guerre".

Certes, chaque territoire essaiera de créer une centralité de substitution, de devenir le "centre" pour l'autre territoire à moins que cela soit une révolution, une société ou une république communautaire, mais aucun centre de substitution n'aura la force de l'ancien centre-ville détruit. Aucun n'aura sa densité (plus de 7.000 magasins), son attirance, son foisonnement, pour la simple raison qu'un ghetto n'est pas un espace public ouvert à tous et ne peut donc devenir central. Mais le territoire réussira à installer une frontière au cœur de la ville, la séparant en deux "natures", alors qu'il réussissait parallèlement à unifier sa portion de ville avec sa portion du rural. La domination des communautés rurales ou néo-urbaines sur les communautés anciennement citadines dans chaque territoire est frappante et ne s'explique que par cette dynamique de la recomposition territoriale.

Le système de la guerre a fini par implorer. Sa propre logique condamnait chacun des territoires à se déchirer, à retourner ses armes contre ses propres habitants et à recréer de nouvelles lignes de démarcation en son sein. La guerre a pris fin par l'épuisement des acteurs plus que par leur conviction. Les mouvements pacifiques n'ont pas gagné mais les milices ont perdu. C'est ce qui explique bien des ambiguïtés de la période d'après-guerre, la domination de promoteurs immensément riches revenus de l'émigration, leur imposition d'un projet urbain changeant la population et les fonctions du centre-ville à reconstruire, une modernité architecturale agressive reniant le vieux Beyrouth. Le changement des relations de propriété dans le centre-ville leur a permis d'aller "pacifiquement" plus loin dans la destruction des classes moyennes, de la culture urbaine et de la mémoire de la population que les milices n'avaient jamais osé le faire dans leur violence. Le débat public à Beyrouth est cependant riche de beaucoup de promesses. Le fait qu'il se passe à visage découvert et sans violences physiques exprime bien l'actuelle pacification des esprits malgré la radicalité des transformations. Mais tout ceci est une autre histoire. ■

Nabil Beyhum

◆ Instituts de recherche relevant du ministère des Affaires étrangères

Une dizaine d'Instituts français relevant de la sous-direction des Sciences sociales, humaines et de l'archéologie de la direction de la Coopération scientifique et technique du ministère des Affaires étrangères, sont engagées dans des recherches directement liées aux problèmes spatiaux ; trois d'entre eux ont constitués en leur sein un «Observatoire urbain» et publient des lettres d'information, ce sont :

- **l'Observatoire urbain du Caire contemporain**, au CEDEJ, Centre de documentation économique, juridique et sociale, BP 494, M.R.C., Dokki, Le Caire, Egypte,

- **l'Observatoire urbain d'Istanbul**, à l'IFEA, Institut français d'études anatoliennes, P.K. 54, 80072 Beyoglu-Istanbul, Turquie,

- **l'Observatoire de la reconstruction de Beyrouth**, au CERMOC, Centre de recherche sur le Moyen-Orient contemporain, B.P. 2691, Beyrouth, Liban,

L'institut français d'Afrique du sud, IFAS, Wolhuter street, PO Box 542 Newtown, 2113, Johannesburg, Afrique du sud, quant à lui, mène des recherches dans le champ «Reconstruction de l'espace (ville, région, territoire) et des identités (politiques, sociales, historiques) en Afrique du sud dans un contexte post-apartheid.»

Contact : M. Michel Jolivet,
MAE-DCST-ST H,
244 boulevard Saint Germain, 75351 Paris 07 SP - France

- ADP - Journée d'Etude de l'Association professionnels développement urbain et coopération

8 septembre 1995 à l'ENPC
28 rue des Saints Pères 75007 Paris

Trois débats rythmeront cette journée qui portera sur le financement de l'urbanisation dans les pays du Sud; le premier sera consacré aux voies possibles de recouvrement des coûts d'investissement et de fonctionnement collectifs; le second traitera de la légitimité et des capacités des collectivités locales; le dernier débat abordera l'épargne et les transferts au profit de l'urbanisation.

Contact : ADP, s/c Villes en développement...

◆ Cycle Mégapolisation du monde et diversité citadine

Poursuite du cycle des Jeudis de Bondy, à l'Orstom, 72 route d'Aulnay, 93140 Bondy, Matinées visuelles (exploration sémiologique d'une ville). Tables rondes thématiques l'après-midi:

28 septembre : Delhi/Bogota, logiques mégapolitaines comparées,

12 octobre : Abidjan, métissage des formes et des pratiques,

26 octobre : Ibadan/Lagos, d'une citadinité Yoruba à un certain désastre urbain,

9 novembre : la nouvelle économie urbaine.
Responsable du cycle : Philippe Haeringer,
dir. de recherche à l'Orstom, Mégapoles, St-Roman, 26410 Châtillon en Diois, France
fax: 75 21 84 04

◆ Ecole nationale des ponts et chaussées. Cycles internationaux.

Au 2^{ème} semestre 1995, des sessions de formation continue sont destinées aux chefs de projets étrangers pour leur permettre d'appréhender les savoir-faire français du domaine urbanisme, habitat, construction, environnement :

. **25 septembre au 27 octobre**

«Réhabilitation urbaine des quartiers»,

. **6 au 10 novembre**

«Télé-détection spatiale et système d'information géographique»,

. **13 au 24 novembre**

«Services urbains»,

. **20 novembre au 15 décembre**

«Gestion publique, commande et achat»,

. **4 au 15 décembre**

«Analyse fonctionnelle, analyse de la valeur».

Contact : ENPC. Direction de la formation continue, 28 rue des Saints Pères, 75343 Paris Cedex 07, France, fax (1) 44 58 27 06

◆ Urbamet sur l'Internet

La base de données bibliographiques Urbamet : 180 000 références sur le secteur urbain en France, dans les grandes métropoles et dans les pays en développement, est accessible sur l'Internet grâce au serveur Questel Orbit.

Contact : Questel-Orbit,
55 avenue des Champs Pierreux, 92000 Nanterre, France, tél. (1) 46 14 56 60

Semaine des Villes du Sud

Dans la perspective de la Conférence Habitat II à Istanbul en juin 1996, tous les acteurs devront faire entendre leur voix, les Etats comme les chercheurs, les associations de solidarité internationale, les élus locaux et les professionnels de la ville. L'objectif de cette semaine qui se tiendra à Paris du 25 au 28 septembre, est de permettre l'expression et la confrontation des pratiques et des politiques de coopération portées par ces différents acteurs. Deux manifestations distinctes composeront cette semaine : les **Assises de la recherche urbaine** française sur les pays en développement, organisée par Orstom et Interurba, les 25 et 26 septembre et la **Table ronde Habitat**. Une séance d'ouverture commune introduira la semaine et une clôture est prévue le 28 septembre.

Secrétariat des Assises : GDR Interurba, 162 rue Saint Charles, 75740 Paris cedex 15, fax : (1) 45 57 50 22;

Secrétariat de la Table ronde : Mme Anne Piguët, Commission Coopération Développement, 6 rue de Talleyrand, 75007 Paris, France, fax : (1) 45 50 47 80

Colloques

**10-20 octobre 1995,
Rabat, Maroc**

Région et développement économique. Colloque organisé par le Centre d'économie régionale de l'université Aix Marseille III et le ministère de l'Incitation économique du Maroc.

Contact : G. Benhayoun et M. Catin, Centre d'économie régionale, 15-19 allée Claude Forbin, 13627 Aix-en-Provence Cedex 1, fax (33) 42 23 08 94

**22-25 novembre 1995
Dakar, Sénégal**

Portes océanes et développement des territoires intérieurs. 5^e conférence internationale Villes et Ports.

Contact : Association internationale Villes et Ports, 45 rue Lord Kitchener, 76600 Le Havre, France, fax (33) 35 42 21 94

**12-16 février 1996
New Delhi, Inde**

Transport urbain et développement intégré. 7^e Conférence sur le développement et l'aménagement des transports urbains dans les pays en développement, CODATU VII.

Contact : Association CODATU, 22 rue d'Alsace, 92300 Levallois-Perret, France

A lire

Silhouette urbaine : l'exemple du Caire par Jean-Louis Pagès.- Paris : IAURIF, 1994.- 104 p., ill.

Aquarelles, croquis et texte de l'auteur, urbaniste en poste au Caire, composent la silhouette de la ville et révèlent ainsi les caractéristiques qui en fondent la personnalité et la différencient des autres agglomérations. Ils éclairent comment le Caire, ville au passé prestigieux, répond aux défis de la modernisation, comment les stratégies urbaines et architecturales conditionnent sa silhouette future, comment les principes de composition urbaine doivent respecter l'identité de chaque quartier.

Prix : 250 FF

Contact : IAURIF, 251, rue de Vaugirard 75015 Paris - France

Revue permanente du secteur urbain au Bénin.- Cotonou : SERHAU-SEM, 1995.- 160 p.

Cette étude qui se veut actualisable, a pour objet de présenter de manière synthétique, un recueil de données, d'informations et d'analyses sur le secteur urbain au Bénin sous forme de tableaux, de graphiques et de cartes. Après une présentation des caractéristiques générales du pays, sont présentées, les dix principales villes, les finances locales, la production foncière, le cadre législatif et réglementaire, les différentes politiques menées dans le secteur et les projets en cours. Une liste des principaux intervenants complète la publication.

Contact : SERHAU-SEM, B.P. 2338, Cotonou, Bénin

Jardins des villes, jardins des champs. Maraîchage en Afrique de l'Ouest, du diagnostic à l'intervention par Valérie Autissier.- Paris : GRET, 1994.- 295 p. (Coll. Le Point sur)

Le dynamisme de l'activité maraîchère fait des jardins africains de véritables laboratoires du changement mais il subsiste de nombreux problèmes. Les nombreuses enquêtes de terrain qui ont constitué la matière première de ce livre montrent que les principales difficultés rencontrées par les maraîchers ne concernent pas les techniques de culture, mais plutôt les débouchés, les formes d'organisation collective, la gestion de la fertilité, de l'eau, de la terre...

Prix : 190 FF

Contact : GRET, 213, rue Lafayette, 75010 Paris - France

Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement

Centre de documentation et d'information "Villes en développement"

Arche de la Défense, 92055 Paris-la-Défense Cédex 04 - France

Tél. (33.1) 40.81.15.74 - fax. (33.1) 40 81 15 99

Nom :

Organisme :

Adresse :

Directeur de publication :

J. Baudoin, président de l'ISTED

Rédacteur en chef : ADP, J.L. Vénard,

Comité de rédaction : X. Crépin,

E. Le Bris, F. Noisette, F. Reynaud,

F. Starling, M.C. Tabar-Nouval

Secrétaire de rédaction et PAO : C. Rebel

Impression : IRPEX

ISSN 1151 - 1672

Abonnement : 120 F/4 n° par an